



# Débat

## « La Fiscalité Ecologique au service du mieux vivre »

Paris 13

Lundi 18 février 2019



## Animatrice du débat

Marie Pierre Marchand,  
responsable du groupe EELV Paris 13

## Intervenants

Jean Desessard, Ancien sénateur de Paris

Marie Atallah, Conseillère de Paris

Laurent Audouin, Conseiller du 5<sup>ème</sup> Arr de Paris



## **PIB** – Produit Intérieur Brut

PIB de la France en 2017 **2 291 milliards d'euros**  
*7<sup>ème</sup> Position mondiale*

Montant de la Dette **2 218 Mds €**  
*% PIB 96,8 %*

*Le pays le plus endetté du monde est le japon, 250 % du PIB en 2017*



# Prélèvements obligatoires

1 038 milliards d'euros, soit 45 % du PIB

Pour le budget de l'Etat	248,1 milliards d'euros
Pour les collectivités territoriales	152,3 milliards d'euros
Pour le budget sécurité sociale	376,6 milliards d'euros
Pour le budget Assurance chômage	38,1 milliards d'euros
Autres Cotisations	222,9 milliards d'euros

*Retraites complémentaires, prestations diverses...*

*Selon le Ministère de la santé,  
la protection sociale représentait en 2016, 32 % du PIB*



## La protection sociale

755,6 milliards d'euros, soit 32 % du PIB

Prestation de santé	249,9 milliards d'euros
Prestations liées à l'emploi	44,8 milliards d'euros
Dépenses contre la pauvreté et l'exclusion sociale	21,3 milliards d'euros
Prestations – vieillesse – survie	325 milliards d'euros
Dépenses liées à la famille	54,6 milliards d'euros
Différentes prestations	14,5 milliards d'euros
Frais d'administration, de gestion et frais financiers	45,5 milliards d'euros



# Financement de la protection sociale

755,6 milliards d'euros, soit 32 % du PIB

Cotisations sociales	461,8 milliards d'euros
Impôts et taxes	184,9 milliards d'euros
Dotations et autres ressources	108,9 milliards d'euros

# La sécurité sociale, c'est :

- **Une institution issue du Programme du Conseil National de la Résistance (1944) fondée sur de grands principes :**
  - L'universalité : toute la population bénéficie de la sécurité sociale
  - La solidarité nationale : chacun cotise à hauteur de ses moyens et reçoit à proportion de ses besoins
  - L'unité : tous les risques sont gérés au sein d'un même régime
  - L'uniformité : les prestations sont assurées selon les besoins de chacun
  - Une gestion en lien avec les assurés :
    - ✓ Une gouvernance assurée par les partenaires sociaux (syndicats représentatifs des salariés, organisations patronales)
    - ✓ Une gestion surveillée par l'Etat et les parlementaires (*exemple*: les conventions d'objectifs et de moyens)

## Dépenses de la sécurité sociale :

Maladie	193,5 Milliards €
Accidents de travail	8,8 Mds €
Vieillesse – régime général - CNAV	115,2 Mds €
Famille	31,3 Mds €
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>348,8 Mds €</b>
<i>Fonds de solidarité vieillesse</i>	18,9 Mds €
<i>Autres dépenses et transferts</i>	8,9 Mds €
<b>TOTAL</b>	<b>376,6 Mds €</b>





# Financement de la sécurité sociale

376,6 milliards d'euros

Cotisations sociales	212,8 milliards d'euros
Cotisations sociales prises en charge par l'Etat	5,9 milliards d'euros
CSG	91,1 milliards d'euros
Autres contributions sociales	13,36 milliards d'euros
Impôts et taxes	46,8 milliards d'euros
Autres produits	6,6 milliards d'euros



## Recettes nettes de l'Etat - 2017

Impôts sur le revenu	73 milliards d'euros
TVA	152,4 milliards d'euros
Impôts sur les sociétés <i>Taux 28 % pour les PME</i>	35,7 milliards d'euros
TICPE <i>Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</i>	11,1 milliards d'euros
ISF	5,1 Mds €
<i>Autres recettes fiscales</i> Dont Droits d'enregistrements, taxe carbone...	18,3 Mds €
<b>TOTAL des recettes fiscales de l'Etat</b>	<b>295,6 milliards d'euros</b>
<i>Autres recettes non fiscales</i> <i>Dividendes des entreprises Etat Actionnaire, cessions de biens</i>	<b>13Mds €</b>
<b>TOTAL des recettes de l'Etat</b>	<b>308,6 milliards d'euros</b>
A déduire – transfert aux collectivités territoriales	- 40,3 Mds €
A déduire – cotisation européenne	- 20,2 Mds €
<b>Ressources pour le Budget de l'Etat</b>	<b>248,1 milliards d'euros</b>



## Quelques postes de dépenses de l'Etat

<b>Charges de la dette</b>	41,8 Mds €
Enseignement scolaire	50,01 Mds €
Défense	32,4 Mds €
Recherche et enseignement supérieur	26,69 Mds €
Cohésion des territoires	18 Mds €
Solidarité et insertion	17,67 Mds €
Travail et emploi	16,68 Mds €
Sécurités	13,09 Mds €
Ecologie et développement durable	9,91 Mds €



## Recettes fiscales 2017 des collectivités territoriales

<i>Taxe d'habitation</i>	22,57 milliards d'euros
<i>Taxes foncières</i>	41,03 milliards d'euros
<i>CVAE Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises</i>	14,6 milliards d'euros
<i>CFE, Cotisation foncière des entreprises</i>	
+ <i>IFER, Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux électriques</i>	
+ Différentes Taxes entreprises	10,94 milliards d'euros
<i>TASCOM Taxes sur les surfaces commerciales</i>	0,95 milliards d'euros
<i>Droits d'enregistrement Dits « frais de notaires » sur transactions</i>	18,32 Mds €
<i>Autres impôts et taxes</i>	3,55 Mds €
<b>TOTAL des recettes fiscales des collectivités Territoriales</b>	<b>111,96 Mds €</b>
Transfert de l'Etat	40,3 Mds €
<b>Ressources fiscales pour les collectivités</b>	<b>152,26 milliards d'euros</b>



## Le revenu universel d'existence

Un montant égal à 850 € par mois pour les adultes

Un montant de 550 € par mois pour les moins de 18 ans

### Coût annuel

*14.8 millions de bénéficiaires de moins de 18 ans :*

$550 \text{ €} \times 12 \times 14,8$

97,68 Milliards d'euros

*52.1 millions de bénéficiaires de plus de 18 ans :*

$850 \text{ €} \times 12 \times 52,1$

531,42 Milliards d'euros

**Soit un coût annuel de 629,10 Milliards d'euros**



# Débat sur la Fiscalité

## **Propositions des Ecologistes**

Paris 13 - Lundi 18 février 2019

# Contexte

- La fiscalité environnementale a été l'étincelle du mouvement des Gilets Jaunes. Mais plus que la hausse du carburant, c'est toute la politique sociale et fiscale menée depuis des années par les gouvernements successifs, qui est critiquée.
- Dans le contexte actuel, EELV considère que la fiscalité doit avoir pour finalité deux ambitions majeures :
  - 1) Réduire les inégalités sociales et la pauvreté
  - 2) Encourager et accompagner la transition écologique de notre société

## Mesure 1

- 1) Dans l'immédiat les écologistes demandent la suppression des avantages fiscaux accordés sans aucune contrepartie aux contribuables les plus riches : rétablissement de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), retour à l'égalité de l'impôt progressif sur les revenus du travail et du capital, création d'une nouvelle tranche d'imposition sur les revenus les plus élevés.





## Mesure 2

2) Les écologistes demandent

- l'individualisation de l'impôt sur le revenu,
- la suppression du foyer fiscal et du quotient familial.

## Mesure 3

3) La politique familiale doit être déconnectée de l'impôt.  
Les écologistes demandent le versement des allocations familiales dès le premier enfant au niveau actuel du 3<sup>ème</sup> sans conditions de ressources

## Mesure 4

4) Les entreprises, qui ont bénéficié d'une réduction importante des charges sociales sur les salaires, doivent être mise à contribution : taux progressif de l'impôt sur les sociétés, taxation des grandes entreprises du numérique, retour à 1% de la cotisation à Action logement.



## Mesure 5

5) La lutte contre l'évasion et la délocalisation fiscale doit être renforcée à l'échelle européenne

## Mesure 6

- 6) Concevoir une fiscalité écologiste au service de la mutation écologique et solidaire. Pour être acceptée, la fiscalité écologiste ne doit pas aggraver les inégalités sociales et diminuer le pouvoir d'achat des plus modestes. Elle doit être compensée pour les ménages modestes et être affectée intégralement au financement de la transition....

## Mesure 6 (suite)

- L'augmentation progressive de la Contribution Climat Energie (CCE) doit être ajustée à l'évolution des prix du pétrole.
- Les écologistes demandent l'affectation intégrale de la CCE (9.1 milliards € en 2018) au financement de la mutation écologique et solidaire :

## Mesure 6 (suite)

- • La moitié doit être affectée aux investissements d'avenir : Plans climat, ferroviaire, transport collectif, rénovation thermique des bâtiments, économie circulaire, mutation écologique de l'agriculture etc.
- • L'autre moitié doit financer le chèque énergie pour compenser la perte de pouvoir d'achat des ménages sur critères de ressources et pour certaines professions utiles pour les territoires.



## Mesure 7

- 7) Le transport routier sur longues distances et le transport aérien doivent être mis à contribution dans le cadre de l'Union européenne à travers la création d'une taxe sur le kérosène.



## Conclusion

- Une fiscalité écologiste, c'est une nécessité, une urgence, mais c'est aussi, une fiscalité solidaire.
- Pour mettre en place une fiscalité écologiste, personne n'est mieux placé que les écologistes eux-mêmes.



# Merci de votre attention!

Soyons prêts !